

LES OMM A quand une vrai politique familiale ?



# 7,000 femmes condamnent la politique sur les garderies

**QUEBEC (PC) — Environ 7,000 manifestantes ont protesté hier, à Québec et Montréal, contre la politique du gouvernement Bourassa en matière de garderies.**

A Québec, 3,000 manifestantes portaient des pancartes aux alentours de l'Assemblée nationale dénonçant la politique annoncée le 24 novembre dernier par la ministre de la Condition féminine, Mme Monique Gagnon-Tremblay.

La foule était majoritairement composée de femmes, certaines accompagnées de jeunes enfants. A Montréal pendant ce temps, un autre groupe de garderies non subventionnées regroupées dans une Coalition évaluée à 4,000 personnes par les organisateurs et à 2,000 par la police, dénonçait la

politique du gouvernement, estimant qu'elle ne fera qu'accroître les disparités entre les travailleurs et déséquilibrera la qualité des services offerts. La politique sur les garderies prévoit qu'au lieu de verser à une garderie des subventions basées sur le nombre d'enfants qui la fréquentent, la contribution financière du gouvernement sera désormais établie à 45 pour cent de celle des parents qui utilisent la garderie.

Plus de 3,000 manifestantes ont envahi les alentours de l'Assemblée nationale, hier à Québec, pour dénoncer la politique de la ministre Gagnon-Tremblay en matière de garderies. 4,000 autres ont fait de même dans les rues de Montréal. (Laserphoto PC)

Une telle formule entraînera nécessairement une hausse régulière des tarifs, que les parents à faibles revenus ne pourront absorber", a déclaré une porte-parole des manifestantes, Mme Claudette Pitre-Robin, de la Concertation interrégionale des garderies du Québec.

Tous les groupes intéressés par la question des garderies se sont donnés le mot d'ailleurs pour venir présenter leurs doléances à la ministre Gagnon-Tremblay à compter de mardi prochain, 7 février, alors que commenceront les travaux de la commission parlementaire mandatée pour analyser la politique gouvernementale.

Appuyée par la CSN et la CEQ, la Concertation des garderies exige que Mme Gagnon-Tremblay retire immédiatement sa politique qui doit entrer en vigueur le 1er avril prochain et propose un nouveau mode de financement.

Les manifestants comprennent des parents mais surtout des travailleuses en garderie syndiquées avec la CSN ou la CEQ. Trois mesures annoncées par la ministre ont été dénoncées par les représentantes des garderies: — les subventions qui sont maintenues, voire augmentées, pour les garderies à but lucratif. "La notion de profit est incompatible avec des services de qualité en matière de garderie"; — l'insuffisance de l'aide financière aux parents à faibles revenus. Cette aide est limitée à un maximum de \$10.50 par jour, même si les parents doivent déboursier \$15 ou même \$18 par jour pour placer leur enfant en garderie; — le nouveau principe de subventionner les garderies au pourcentage des contributions des parents au lieu de subventionner selon le nombre d'enfants admis à la garderie.

Appuyée par la CSN et la CEQ, la Concertation des garderies exige que Mme Gagnon-Tremblay retire immédiatement sa politique qui doit entrer en vigueur le 1er avril prochain et propose un nouveau mode de financement.

La subvention quotidienne de \$4.50 par jour par enfant versée à chaque garderie devrait être im-

diatement fixée à \$9, ce qui permettrait à la fois de réduire le tarif réclamé des parents et de hausser les salaires des travailleuses, a expliqué Mme Pitre-Robin.

Une telle mesure ne coûterait qu'une vingtaine de millions additionnels au gouvernement par année, une somme qui paraît "nettement raisonnable" compte tenu du discours politique du premier ministre Robert Bourassa qui prétend vouloir favoriser les familles québécoises, a expliqué la porte-parole des manifestantes.

Mme Pitre-Robin a souligné que la situation des travailleuses en garderie paraissait scandaleuse au point de vue salarial. Le salaire horaire moyen payé à ces éducatrices est de \$8.60 dans les garderies sans but lucratif et de \$6.30 dans celles à but lucratif. Beaucoup de garderies sont écrasées de dettes et doivent se contenter de payer \$13,000 par année en salaire moyen à leurs employés, des femmes en grande majorité.

Une telle situation dans les garderies nuit à toute politique nataliste du gouvernement. "Quand ça te coûte \$4,000 par an pour placer un petit en garderie, tu y penses deux fois avant de faire d'autres enfants", a conclu Mme Pitre-Robin.

## Gagnon-Tremblay n'a pas de leçon à nous donner, dit la Coalition

par Gilles FISETTE SHERBROOKE — La ministre Monique Gagnon-Tremblay n'a pas de leçon à faire aux parents d'enfants en garderie.

Telle est la réponse formulée par un membre du Regroupement des garderies sans but lucratif de l'Estrie, M. Serge Paquin, au cours d'une conférence de presse précédant le départ, hier matin, d'une centaine de travailleurs, d'étudiants et de parents de la région désireux de participer à la manifestation devant l'Assemblée nationale.

Il rétorquait à la ministre qui, la veille, estimait que les parents étaient "victimes d'une information tronquée" s'ils croyaient que l'énoncé de politique se traduisait finalement par une hausse de tarifs de garde.

Selon M. Paquin, les reproches d'incompréhension doivent plutôt s'adresser à la ministre elle-même qui, depuis trois ans, a été sensibilisée à la situation vécue dans les garderies du Québec par tous les intervenants, y compris une commission Presser dont elle n'a rien retenu.

**Pas prématurée**  
La manifestation d'hier, ont

expliqué également la présidente du Syndicat des travailleuses et travailleurs en garderie de l'Estrie (CSN), Mme Lorraine Watson, son homologue pour la garderie syndiquée CEQ, Mme Linda Blanchard, et le porte-parole du regroupement de l'Estrie, M. Christian Therriault, n'est également ni démesurée, ni prématurée. Ils reprenaient des termes lancés par la ministre.

Cette manifestation, disent-ils, n'est pas prématurée puisqu'elle donne l'occasion à 250 garderies sans but lucratif du Québec et des milliers de travailleurs, d'étudiants en technique de service de garde et de parents de reprendre un discours maintes fois ré-

pété depuis trois ans et que la ministre ne semble pas avoir compris.

"Il n'est pas trop tôt pour aller sur la colline parlementaire et dire à la ministre d'ouvrir pour une fois ses oreilles et de bien écouter ce que les gens des garderies et les parents ont à lui dire", de lancer Mme Watson.

**Mémoire**

Mercredi, le regroupement de l'Estrie aura l'occasion de défendre son mémoire devant la commission parlementaire. Toutefois, d'expliquer M. Therriault, la manifestation d'hier est la démonstration que la position est

commune face à l'énoncé de politique.

De cet énoncé, le regroupement reproche un mode de financement qui creusera les écarts entre les garderies des quartiers plus riches et des plus démunies, entre les zones rurales et urbaines. Il vient également exercer des pressions à la hausse sur les tarifs exigés des parents alors que le seuil de saturation a déjà été atteint. Il vient également empêcher toute amélioration des conditions de travail des travailleuses et travailleurs en garderie.

"L'énoncé de politique vient en fait encourager une course à la performance qui va à l'encontre

de la qualité des services de garde...", de conclure M. Therriault.

Dans son mémoire, le regroupement explique que, selon le mode de financement proposé par l'énoncé de politique de Mme Gagnon-Tremblay, 23 pour cent des garderies ne recevront pas un sou de plus qu'actuellement; 30 pour cent recevront entre 500 \$ et 5,000 \$ de plus par année; et 47 pour cent recevront entre 5,000 \$ et 30,000 \$ dont 80 pour cent de ces dernières, entre 5,000 \$ et 10,000 \$. Selon le regroupement, cela veut dire qu'une fois les salaires indexés au coût de la vie, il ne restera pas un sou de plus aux garderies pour leur fonctionnement.

LES REER À HAUT RENDEMENT DU TRUST ROYAL

"Pour profiter au maximum de son REER, il faut savoir tirer profit de bons conseils."

**Des taux élevés**  
Le Trust Royal vous offre un vaste choix de REER à des taux d'intérêt des plus concurrentiels. Vous profitez ainsi d'un rendement élevé lorsque vous investissez dans l'un de nos REER.

**Un placement sûr**  
Le Trust Royal gère plus de 90 milliards de dollars d'actif et détient une cote\* de solvabilité A++. Le Trust Royal représente sans contredit une des institutions financières les plus sûres au pays.

\*Cote décernée par la Société canadienne d'évaluation de crédit

**Des conseils d'experts**  
Nos conseillers financiers vous aident à mieux préparer votre retraite en vous offrant des conseils d'experts et le plus vaste choix de REER sur le marché. Vous pourrez ainsi choisir les outils de placement qui conviennent le mieux à vos besoins.

**DÉPÔT À TERME**  
**11 %\*\***  
**1 AN**

\*\*Taux sujet à modification

**Vous avez tout à gagner!**  
Avec un PS/2 IBM et Trust Royal.

Le Trust Royal vous donne la chance de gagner un ordinateur système personnel 2 IBM modèle 25 dans chaque succursale!

Voici un ordinateur facile à utiliser, idéal pour la maison, l'école ou le bureau. Cet ensemble, à la fois puissant et compact, offre une très grande variété de solutions informatiques. Passez nous voir aujourd'hui-même... il y a un ordinateur à gagner dans chaque succursale!

Aucun achat requis. Le concours se termine le 1<sup>er</sup> mars 1989. Pour tous les détails, passez à l'une de nos succursales. Inscrit à la Régie des loteries et courses du Québec.

IBM est une marque déposée d'International Business Machines Corporation. IBM Canada Limited, compagnie affiliée est un usage: IBM.

**le TRUST ROYAL**  
porte conseil

AU QUÉBEC DEPUIS PRÈS DE 100 ANS

<b>Montréal</b> 630, boul. René-Lévesque Ouest 876-2525 1155, rue Sherbrooke Ouest 289-8782 5285, chemin de la Reine-Marie 487-5733 6955, rue St-Hubert 270-1137	<b>Ville Mont-Royal</b> 1301, chemin Canora 731-6882 <b>Westmount</b> 4145, rue Sherbrooke Ouest 876-2505 4945, rue Sherbrooke Ouest 487-2600 <b>Ville LaSalle</b> Carrefour Angrignon 364-2251	<b>Ouest de l'île</b> 280, avenue Dorval Dorval 636-4740 470, boul. St-Charles Beaconsfield 694-2014 Complexe Pointe Claire boul. St-Jean et Transcanadienne 697-4114	<b>Ville d'Anjou</b> Les Galeries d'Anjou 353-5882 <b>Laval</b> Le Carrefour Laval 687-8880 Beaconsfield 465-9780 231, boul. de la Concorde Duvernay 661-8110	<b>Repentigny</b> Place Repentigny 581-7251 <b>Rive Sud</b> Mail Champlain Brossard 465-9780 Les Promenades St-Bruno 653-8959	<b>Centre d'Achat Régional</b> Châteauguay 491-2500 <b>Québec</b> 1122, chemin St-Louis Sillery 681-7241 Place Laurier Ste-Foy 658-1013	<b>1874, d'Estimouville</b> Québec 667-7318 <b>Sherbrooke</b> 23, rue Wellington Nord 569-9271 <b>Carrefour de l'Estrie</b> 871-4541 277, chemin Knowlton Kennebec (514) 242-5635	<b>Trois-Rivières</b> 1300, rue Notre-Dame 378-4545 <b>Jonquière</b> La Promenade 2876, Place Davis 548-3108 <b>Hull</b> 425, boul. St-Joseph 770-4437
--	---	--	---	---	--	---	---

ÉDITORIAL

En quête d'un leader

La saison de chasse est ouverte au fédéral, pour le Parti libéral, aux fins de dénicher l'oiseau rare qui devra, selon certains 'penseurs' du parti, assurer non pas nécessairement la philosophie et l'orientation du parti, mais plutôt l'ultime et unique objectif: la victoire aux prochaines élections et les autres à venir.

Il y a des failles sérieuses dans notre système politique, tant au fédéral qu'au provincial, lesquelles nous conduisent finalement, trop souvent, vers un gouvernement qui nous dirige 'à la petite semaine', guidé non pas par des idées ou des orientations bien déterminées, mais en raison des possibilités d'être réélu aux prochaines élections.

La soif de la conquête hâtive du pouvoir fait en sorte que les partis politiques n'ont pas toujours tendance à rechercher les candidats qui devraient, normalement, posséder les qualités requises pour espérer diriger un gouvernement. Entre un candidat fort, compétent, avec des idées et une pensée politique bien articulée et un autre avec une image publique qui pourrait le mieux assurer une victoire aux prochaines élections, c'est ce dernier que l'on préférera choisir.

La population aura alors la 'chance' de se retrouver avec le 'leader-image' à la tête du gouvernement. Il orientera le style de celui-ci vers l'objectif ultime: la conservation du pouvoir aux prochaines élections, quoi qu'il advienne.

Ce 'leader-image' inspirera-t-il une voie nouvelle? Insufflera-t-il des idées originales de son cru? Ira-t-il jusqu'à légiférer, pour le plus grand bien de la société, même des mesures impopulaires? On peut en douter, car ce ne sont pas là ses objectifs prioritaires.

Les sujets 'brûlants', il les renvoie aux calendes grecques, se disant (à

l'instar de Mackenzie-King) que: "il y a toujours des chances qu'en ne bougeant pas, en bout de ligne, il y a possibilité que les choses se règlent d'elles-mêmes".

Les sujets 'chauds' sur lesquels la population attend une décision dans un délai raisonnable, alors là notre 'leader-image' n'est pas à court d'idées: il créera une commission qui aura pour tâche de faire rapport dans un an; après quoi, on aura tout le temps pour étudier le rapport et, une fois adopté, s'en laver les mains; pour les sujets 'importants', demandant de prendre position à plus ou moins brève échéance, on pourra toujours faire discuter la chose par un comité parlementaire. Et finalement, lorsqu'il faudra prendre une décision délicate et controversée, après tous ces atterissements, on pourra, avant de se 'brancher', commander une enquête d'opinion publique secrète, faciliter des fuites de documents, lancer des rumeurs sur le sujet, etc... etc...

Ne serait-il pas temps et sage que les partis politiques fassent preuve d'imagination et d'audace afin de permettre aux payeurs de taxes, de choisir entre les meilleurs candidats qu'il serait possible d'avoir? Pourquoi ne pas demander à différents organismes — chambres de commerces, associations d'industriels, de consommateurs, de municipalités, unions syndicales, etc... — de proposer des candidats? Des noms d'hommes ou de femmes de valeur pourraient ressortir; ce qui n'éliminerait nullement les personnes politiques de valeur à l'intérieur des partis. D'ailleurs, on a déjà eu des précédents heureux qui ont justifié le choix de personnalités hors de la politique active.

A l'orée du 21ème siècle, ce sont les meilleurs candidats dont nous avons besoin comme leader, et non un candidat "leader-image".

Lionel Dalpé



TRIBUNE LIBRE



Le gouvernement appauvrit la population

M. Robert Bourassa  
Premier ministre

Dans son mémoire présenté au gouvernement du Québec en décembre 1988, la Conférence religieuse canadienne, région du Québec, dénonce l'orientation des politiques sociales et économiques adoptées par votre gouvernement et ses conséquences néfastes face au plus démunis de notre société. Les politiques socio-économiques de votre gouvernement contribuent à l'appauvrissement réel de la population québécoise et infligent aux plus démunis de notre société une perte de pouvoir économique et social de plus en plus inquiétant.

Les politiques du gouvernement du Québec, loin de relever les conditions socio-économiques de la population québécoise placent notre société devant un accroissement de la délinquance et provoquent une augmentation croissante des difficultés conjugales (violences, abus physique et psychologique, etc...). La politique de coupure dans le secteur des affaires sociales, exclut de la

vie sociale, économique et politique un grand nombre de femmes et d'hommes et accentue les préjugés à l'égard des bénéficiaires de l'aide sociale.



Le premier ministre Bourassa

Ce choix du gouvernement du Québec fait en sorte que les plus démunis de la société québécoise supportent tout le poids de ces injustices, si l'on pense aux coupures dans les prestations de l'aide sociale et à la politique de contrôle qui s'ensuit. Devant cette situation nous considérons que le gouvernement québécois doit prendre ses responsabilités dans le domaine des affaires sociales et qu'il reconnaisse le rôle et le travail des organismes communautaires.

La Ligue des droits et libertés de l'Estrie entérine donc les recommandations de la Conférence religieuse canadienne région du Québec et appuie son mémoire sur l'appauvrissement au Québec. De plus la Ligue des droits et libertés de l'Estrie s'attend à ce que votre gouvernement prenne des mesures concrètes afin de lutter contre l'appauvrissement et que ces mesures reconnaissent concrètement le droit à la dignité pour l'ensemble de la population québécoise.

Gilles Coutu  
Président de la Ligue des droits et libertés de l'Estrie

Un moment grandiose et mémorable

Le vingt-deux janvier 1989, de 9 h 30 à 11 h du soir, les Grandes Puissances d'Orient et d'Occident, grâce à la mystérieuse subtilité des Communications satellites font entendre à toute l'humanité oui, à l'univers la plus grande et la plus belle musique.

On fait à notre Patrie le Canada, l'honneur d'être le théâtre de ce concert unique. L'honneur, aussi, à notre Très Honorable Gouverneur Général, la Très Excellente Jeanne Sauvée, de saluer l'univers au nom du Canada. De ces quelques phrases exquises, il faut retenir la plus suave: "Chacun des citoyens de notre Patrie voudrait être une note de ce concert".

Ainsi la grande Dame nous révèle que les Grandes Puissances de l'humanité veulent nous faire goûter, dans le charme et la douceur des plus belles mélodies, la Paix.

Retenons-le: devant Dieu et devant les hommes de toutes civilisations, ce concert est le plus noble geste dont le génie et le coeur de l'homme sont capables pour le triomphe de la paix.

Car la guerre est la rançon du

péché et de la haine. Tout ce qui offense le Dieu-Amour et tout ce qui blesse la charité pour le prochain, c'est une semence de guerre. La violence et la dureté appellent la guerre. La douceur, la patience, le silence qui oublie et pardonne, le mot aimable, le sourire, le moindre présent, une invitation amie, voilà ce qui désarme et sème la paix, dans une famille et dans le monde.

C'est en ce sens que chacun de nous peut être une note dans cet

accord parfait qu'est la paix dans le monde. C'est cet océan de paix qu'illustraient les trois puissantes chorales qui, de tous leurs poumons et des deux pôles de la terre, nous chantaient la Paix dans l'Hymne à la Joie de Beethoven.

Merci! aux chorales. Merci! à l'Orchestre Mondial. Merci! à Radio-Canada.

Abbé Antonio Arsenaux,  
Prêtre, Saint-Gervais

Geste raisonné

J'appuie de tout coeur la suggestion de Caritas-Sherbrooke au sujet de la célébration du 100<sup>e</sup> anniversaire d'Hydro-Sherbrooke. En ces temps où nous sommes davantage sensibilisés qu'à d'autres époques sur la misère qui nous entoure, il me paraît nécessaire de célébrer un événement important en investissant dans les personnes plutôt que dans des monuments.

Certaines dépenses extravagantes ont parfois été faites au Québec sans que la population ait eu son mot à dire et sous le coup d'une urgence ou d'une émo-

tion. Nous avons cette fois, en tant que collectivité, la possibilité de poser un geste raisonné pour venir en aide aux plus démunis de notre société.

Monsieur Laurier Custeau et son équipe pourraient être fiers un jour de voir leurs noms rattachés à l'initiative généreuse que serait une fondation ayant pour objectif d'aider des gens victimes d'une coupure d'électricité.

Expérons que nous verrons ce projet se réaliser.

Françoise Royer  
Sherbrooke

BAVASSERIES

Kevin Spraggett qui contrairement à la majorité des honnêtes travailleurs, gagne sa vie en multipliant les échecs, a été considéré par le jury; mais comme il fait cavalier seul du haut de sa tour et que nous ne voulons pas faire des fous de nous, nous avons déclaré sa candidature du même type que les parties qu'il a disputées à Youssoufov: nulle.

C'est un chanteur, ou plutôt un gueular vulgairement appelé rocker, que nous parons de notre couronne: Renaud, un Français engagé qui dénonce Margaret Thatcher, la loi 178, les atrocités de la guerre, les injustices sociales. Nous reconnaissons en lui le frère de l'humanité, le dénonciateur de la bêtise humaine, le visionnaire. Et si jamais ce valeureux Français rassemble assez de

L'homme de la semaine

courage pour regarder ce qui se passe dans son glorieux pays et condamner avec autant de virulence ce que son pays fait pour se signaler au palmarès des injustices, il aura droit à un prix international.

Vous ne connaissez pas Renaud et vous doutez de la pertinence de ce choix? Vous avez sûrement entendu un chanteur dont la voix ressemble à Hydro-Québec en hiver, i.e. habituellement éteinte? C'est lui! Il masque sa voix éraillée et fausse en criant comme un perdu, comme s'il avait honte de gagner sa vie avec une voix pareille. La seule chose qu'il n'attaque pas, c'est le prix qu'il faut payer pour aller l'entendre débiter ses accusations contre le genre humain, ce qui évidemment exclut le genre français. (Un gars

ne peut pas avoir que des défauts, il lui faut bien un minimum de tolérance quelque part).

Nous sommes privilégiés au Québec de recevoir Renaud qui vient nous expliquer ce que c'est épouvantable que l'anglais ait droit de cité dans les commerces. Ce n'est pas en France, n'est-ce pas qu'on achèterait du chewing-gum dans les drugstores, qu'on applaudirait les hits des stars et qu'on garerait sa voiture dans le parking pour aller faire son shopping? Merci Renaud de nous éclairer sur le sort misérable qu'on fait à la langue française au Québec. Merci de nous dire comment on devrait gouverner les pays qui n'ont pas eu le génie et le bon goût de s'appeler France. Et bon voyage de retour!

Gaspard Blanchard

Le remaniement ministériel du gouvernement Mulroney

Les éditorialistes francophones sont généralement satisfaits du choix des membres du nouveau cabinet fédéral rendu public cette semaine par M. Mulroney, bien que leurs opinions soient partagées quant aux responsabilités confiées à des députés du Québec.

Il était légitime de s'attendre à ce que la présence québécoise au conseil des ministres soit renforcée numériquement d'abord mais surtout par l'attribution de postes stratégiques pour influencer les politiques gouvernementales, soutient J.-Jacques Samson, du Soleil de Québec.

La nomination du député de

et Pierre Blais auront un rôle important à jouer dans les comités d'orientation où ils siègeront.

Pour Claude Masson, de La Presse, la composition du nouveau cabinet démontre un souci de sagesse et de continuité.

M. Mulroney a choisi des gens sûrs, fiables, sur qui il peut compter; seulement six nouveaux ministres accèdent au "Saint des Saints". Tous les anciens ministres réélus sont de retour et les plus expérimentés de son premier mandat se voient confier les principaux ministères et les présidences des comités ministériels décisionnels.

Paul-André Comeau, du Devoir, ne partage pas du tout cette opinion. Au contraire il considère que l'exclusion des Montréalais de tous les ministères à vocation économique est un sujet de sérieuse inquiétude.

On aura beau se targuer de créer un comité ministériel responsable du développement de Montréal, écrit-il, rien ne remplacera la présence de ministres forts dans les postes liés au développement économique. Les intérêts de Montréal et le poids de la métropole exigeaient autre chose. La déception est profonde.

Comeau soutient que la création de quatre super-comités et particulièrement celui de la révision des dépenses présidé par le premier ministre lui-même ouvre les perspectives les plus significatives. Cheminement pragmatique en vue de s'attaquer sérieusement au problème de la réduction du déficit ou nouvelle initiative en vue de contrôler plus politiquement les appétits des ministères?, se demande-t-il. L'un ou l'autre de ces objectifs ont sans doute inspiré cette initiative qui devrait répondre à ce que sera le défi majeur du gouvernement Mulroney, deuxième partie.

Claude Bruneau, du Nouvelliste de Trois-Rivières, s'interroge lui aussi sur le poids qu'aura le Québec dans ce nouveau cabinet.

Ce poids ne fait pas lourd dans les questions économiques, car outre M. de Cotret qui tient la bourse, il n'y a guère que M. Be-

noît Bouchard, qui garde les Transports et un nouveau venu, Gilles Loiselle comme ministre d'Etat aux Finances.



Brian Mulroney

L'éditorialiste de Trois-Rivières fait remarquer que si ce remaniement est important quant au nombre de modifications, il ne l'est pas tellement quant aux orientations politiques qu'il pourrait indiquer. Les grandes

questions comme la politique étrangère, les finances, le commerce extérieur et le libre-échange demeurent entre les mêmes mains. La nomination de Lucien Bouchard à l'Environnement indique d'abord que l'environnement sera une priorité, tel que dit durant la campagne électorale.

Roch Bilodeau, de La Tribune de Sherbrooke, soutient que ce remaniement manque d'audace et d'inspiration à certains égards. Il déplore lui aussi que l'on ait pas confié davantage de responsabilités majeures à la députation québécoise.

Bilodeau salue bien sûr la nomination de Lucien Bouchard à l'environnement mais il aurait préféré que les ministères des Finances et du Commerce extérieur soient confiés à du sang nouveau. Pour lui, Michael Wilson a manqué de leadership et d'habileté politique quant à la réforme fiscale qu'il a proposée tandis que John Crosbie a été un mauvais défenseur du libre-échange.

Pour sa part, Bertrand Tremblay, du Quotidien de Chicoutimi, voit Lucien Bouchard comme le grand gagnant de ce remaniement ministériel. Ce dernier accède à la direction de l'Environnement et il siègera aux deux comités majeurs qui préparent les dossiers soumis à l'examen du conseil des ministres et voient à l'application des décisions, écrit-il.

Tremblay se dit d'ailleurs impressionné par le témoignage d'appréciation du premier ministre envers Lucien et Benoît Bouchard en augmentant leurs responsabilités. Benoît Bouchard en plus de demeurer aux Transports, se voit confier une mission délicate, celle de participer au sauvetage de l'accord du Lac Meech.

Enfin, Michel Vastel soutient dans son commentaire hebdomadaire au Devoir que le Québec vient de se faire passer un sapin sans précédent dans ce remaniement ministériel.

Erreur de jugement, distraction ou diabolique machination pour obliger trois durs du parti des Anglais à prendre des décisions impopulaires à l'Ouest de la rivière des Outaouais, comme l'implantation d'une certaine agence spatiale dans la région de Montréal?, écrit-il. Les nominations de Harvie Andre à la tête du ministère de l'Expansion industrielle et régionale, Bill Winograd aux Sciences et à la Technologie et Tom Hockin à la Petite entreprise et au tourisme, relèvent de la provocation. Leur affectation à un ministère aussi important pour des régions affectées de problèmes de développement, en particulier au Québec, est carrément inacceptable.

Cela ne valait vraiment pas la peine d'envoyer 63 députés à Ottawa pour être obligés de quêter en anglais sa juste part de subventions et de contrats, conclut-il.

**Revue de presse**  
par Denis Tremblay (PC)

Langelier, Gilles Loiselle, au poste de ministre d'Etat aux Finances est une heureuse surprise, ajoute-t-il. Et celle de l'autre nouveau venu, Jean Gobeil, était attendue. Montréal s'est plainte à plusieurs reprises aussi de ne pouvoir compter sur un véritable tuteur à Ottawa. M. Gobeil hérite en plus du ministère du Travail, une responsabilité rarement confiée à un néophyte.

Samson considère également que les ministres québécois Robert de Cotret, Lucien Bouchard

Masson croit que la région de Montréal sera dorénavant mieux représentée avec l'ancien maire d'Anjou, la promotion accordée au député de Dollard et la présence de Monique Landry, en plus de MM. Mulroney, de Cotret et Masse qui se considèrent toujours comme des Montréalais. Il faut s'attendre que MM. Jean Pierre Hogues, d'Outremont et Benoît Tremblay, de Rosemont, soient bientôt nommés secrétaires parlementaires, conclut-il.

<p><b>la tribune</b></p> <p>1950, rue Roy, Sherbrooke, Qué., Tél.: 584-5450, J1K 2X8</p> <p>Téléphones: Petites annonces: 584-0999 Publicité: 584-5450 Rédaction: 584-5454 Abonnements: 584-5486</p>	<p><b>ADMINISTRATION</b></p> <p><b>YVON DUBÉ</b> Président et Editeur</p> <p><b>JEAN-GUY FARAH</b> Adjoint au président (adm.) et Secrétaire-trésorier</p> <p><b>LIONEL DALPÉ</b> Adjoint au président (prod.) et Editeur adjoint</p>	<p><b>REDACTION</b></p> <p><b>JEAN VIGNEAULT</b> Directeur en chef</p> <p><b>JEAN ROY</b> Directeur de l'information</p> <p><b>PIERRE-YVON BÉGIN</b> Chef des nouvelles</p> <p><b>ROCH BILODEAU</b> Chef éditorialiste adjoint</p> <p><b>JEAN-PASCAL BEAUPRÉ</b> Chef de pupitre</p> <p><b>DENIS MESSIER</b> Directeur des pages sportives</p>	<p><b>PUBLICITÉ</b></p> <p><b>FRANÇOIS VAILLANCOURT</b> Directeur de la publicité</p> <p><b>J. BERTIN ST-AMAND</b> Adjoint au directeur</p> <p><b>PAUL ALLARD</b> Chef de bureau</p>	<p><b>PRODUCTION</b></p> <p><b>JEAN-PIERRE ROBITAILLE</b> Directeur de la production</p> <p><b>J. JACQUES DELORME</b> Chef des opérations</p> <p><b>GÉRARD PÉPIN</b> Adjoint</p> <p><b>GASTON GRENIER</b> Adjoint</p> <p><b>CHARLES-ÉMILE CHARRON</b> Chef pressier</p>	<p><b>COMPTABILITÉ</b></p> <p><b>ANDRÉ CORRIVEAU</b> Chef comptable</p> <p><b>JULIENNE POULIN</b> Gérante du crédit</p> <p><b>EXPÉDITION</b></p> <p><b>MICHEL DOYON</b> Gérant</p> <p><b>BÂTISSE</b></p> <p><b>ANDRÉ JACQUES</b> Responsable</p>	<p><b>TIRAGE</b></p> <p><b>ANDRÉ CUSTEAU</b> Adjoint au directeur</p> <p>Gérants de district:</p> <p><b>JACQUES FAUCHER</b> <b>MICHEL FOURNIER</b> <b>MICHEL LAVOIE</b> <b>SERGE NADEAU</b></p> <p><b>CLAUDE OUELLET</b> <b>JEAN-MARC PÉPIN</b> <b>GASTON PINARD</b> <b>JEAN-CHARLES POULIN</b></p>
--	---	--	--	---	--	---